**La France propose de payer pour une ligne électrique problématique**



07 mai 2024

**Le gouvernement français entend financer un câble qui transportera vers le Maroc l'énergie des projets marocains illégaux au Sahara Occidental occupé.**

"Je vous confirme que nous sommes prêts à participer au financement de ce projet", a déclaré le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, lors d'un forum d'affaires franco-marocain à Rabat. Sa déclaration, rapportée par [Reuters](https://www.reuters.com/world/africa/france-ready-finance-moroccos-3gw-power-link-western-sahara-finance-minister-2024-04-26/), fait référence aux projets du Maroc de construire un Câble électrique de 3 gigawatts reliant Dakhla, au Sahara Occidental occupé, à Casablanca au Maroc.

Western Sahara Resource Watch (WSRW) a [rapporté](https://wsrw.org/fr/nouvelles/les-compagnies-doivent-ignorer-cet-appel-doffres-controverse) en novembre de l'année dernière que l'Office national marocain de l'électricité (ONEE) avait annoncé son intention de construire une « autoroute électrique » de 1 400 km de long, destinée à transporter l'électricité produite au Sahara Occidental occupé jusqu'au centre du Maroc.

Concrètement, l'ONEE envisage de mettre en place des lignes électriques capables de transporter jusqu'à 3 GW d'électricité produite à partir de sources renouvelables situées entre Dakhla et El Aaiún - toutes deux au Sahara Occidental occupé - jusqu'à Casablanca, au Maroc. La production de la moitié de cette capacité, soit 1 500 MW, devrait être possible en 2026, tandis que la seconde moitié devrait l'être en 2028.

Un processus d'appel d'offres visant à trouver un opérateur pour le projet est actuellement en cours. Le candidat retenu pour le contrat de 30 ans devrait être annoncé avant l'été.

« Le fait que l'électricité produite au Sahara Occidental occupé alimente le Maroc est un développement très préoccupant », déclare Sara Eyckmans de Western Sahara Resource Watch (WSRW).

« Le fait que le Maroc devienne dépendant de son occupation illégale du Sahara Occidental pour son propre approvisionnement énergétique aura des conséquences négatives sur le processus de paix de l’ONU, dans lequel le Maroc ne montre déjà que peu ou pas d’intérêt à résoudre le conflit conformément au droit international. »

« Que le gouvernement français propose d’aider à consolider l’occupation marocaine du Sahara Occidental est stupéfiant. D’autant plus que la plus haute Cour de l’Union européenne évalue actuellement la légalité de l’application des accords UE-Maroc au Sahara Occidental. Il est choquant que le gouvernement français n’attende pas l’arrêt de la Cour pour faire une déclaration aussi provocatrice », a déclaré Eyckmans.

WSRW n'a pas observé d'intérêts similaires de la part du gouvernement français pour financer les infrastructures énergétiques russes dans l'est de l'Ukraine ou les intérêts israéliens en Palestine.

Bien qu’autrefois alliés proches, les relations entre la France et le Maroc se sont détériorées ces dernières années. Une dispute diplomatique a suivi la décision de la France de réduire le nombre de visas qu’elle délivrerait aux citoyens marocains en 2021. Les enquêtes menées tout au long de 2020 et 2021 sur l’espionnage présumé des responsables français par le Maroc lors du scandale du logiciel espion Pegasus n’ont fait qu’approfondir la fracture.

Pourtant, les liens entre Paris et Rabat semblent se raviver. En février 2024, le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Séjourné a [réaffirmé](https://www.france24.com/fr/france/20240226-st%C3%A9phane-s%C3%A9journ%C3%A9-au-maroc-une-%C3%A9tape-pour-poursuivre-le-d%C3%A9gel-des-relations) son soutien au plan d’autonomie de Rabat pour le Sahara Occidental.

Le Maroc a envahi militairement le Sahara Occidental en 1975, sous la condamnation de l'Assemblée générale des Nations Unies. La moitié du peuple sahraoui vit depuis comme réfugié, alors que le territoire lui-même se classe parmi les plus bas au monde en termes de libertés politiques.

SOURCE :[Western Sahara Resource Watch (wsrw.org)](https://wsrw.org/fr/nouvelles/la-france-propose-de-payer-pour-une-ligne-electrique-problematique) [Western Sahara Resource Watch (wsrw.org)](https://wsrw.org/fr/nouvelles/la-france-propose-de-payer-pour-une-ligne-electrique-problematique)